



Munich Personal RePEc Archive

Deprivation profile in Cameroon: A combined analysis of Poverty and Social Exclusion

Miamo Wendji, Clovis

Faculty of economics and management, University of Dschang

5 May 2015

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/64230/>

MPRA Paper No. 64230, posted 09 May 2015 04:02 UTC

Profil de Privations au Cameroun : Une analyse combinée

Pauvreté et Exclusion sociale

MIAMO WENDJI Clovis

Université de Dschang,

Faculté de Sciences Économiques et de Gestion, Cameroun

Email: c_miamo_w@yahoo.fr.

Résumé

Dans la présente étude, nous analysons les privations du bien-être au Cameroun en considérant la pauvreté et l'exclusion sociale. Le cadre offert par l'approche des *capabilités* et la construction des indicateurs de pauvreté et d'exclusion sociale par la méthode floue à partir des données d'enquête ECAM III permet de constater que le niveau global de pauvreté et d'exclusion sociale (respectivement 0,4008 et 0,2291), restent encore très élevé. La définition du profil bidimensionnelle des privations du bien-être révèle que les déterminants des privations ne sont différents pour chacune des formes de privations ; une forte proportion de la population expérimente à la fois la pauvreté et l'exclusion sociale.

Mots clefs: *Ensembles flous, Privations, Pauvreté, Exclusion sociale, Cameroun*

Abstract

In this study, we analyze the privations welfare in Cameroon considering poverty and social exclusion. The framework provided by the capability approach and construction of indicators of poverty and social exclusion by the fuzzy method from ECAM III survey data shows that the overall level of poverty and social exclusion (respectively 0.4008 and 0.2291), are still very high. The definition of two-dimensional profile of welfare deprivation reveals that the determinants of deprivation are different for each form of deprivation; a high proportion of the population experiencing both poverty and social exclusion.

Keyword : *fuzzy sets, deprivation, poverty, social exclusion, Cameroon*

Classification JEL: D63, I31, I32

1. Introduction

La définition et la réalisation des objectifs du millénaire¹ et dans une certaine mesure, la mise en application des recommandations du sommet de Lisbonne² marquent un tournant décisif dans la croisade engagée contre le phénomène de privations. Cet élan se justifie par la montée des inégalités et de la pauvreté dans les pays riches et les niveaux élevés du phénomène dans les pays en développement. En effet, le rapport sur le Développement de la Banque Mondiale (2014) révèle que plus d'un milliard de personnes dans le monde vivent encore avec moins de 1,25 dollar par jour. Depuis 1995, la pauvreté a chuté en Afrique si l'on considère la proportion des personnes qui vivent avec moins d'un ou de deux dollar par jour.

En ce qui concerne les inégalités, le coefficient de Gini permet d'observer que la croissance qui a démarré dans les années 1990 s'est accompagnée d'une réduction des inégalités. Bien que ces résultats attestent d'une amélioration du bien-être en général sur le continent, il est important de relever que les niveaux des indicateurs relevés ci-dessus restent très élevés (Sala-I-Martin et Pinkovskiy, 2010). Les analyses autour de l'exclusion sociale produisent des résultats tout aussi préoccupants (Figuerido et De Hann, 1998).

Le Cameroun³, l'un des pays de la zone, n'échappe pas à cette situation. En effet, ce pays connaît depuis 1988 une forte crise économique. La recherche d'une stabilité structurelle, considérée au cours de cette période comme la condition de croissance à long terme, s'est accompagné des échecs dans la mise en œuvre des programmes d'Ajustement Structurels (PAS) dans le pays, occasionnant des coûts humains considérables. Ceci a sensiblement contribué à détériorer les conditions de vie de sa population.

Les rapports issus de trois Enquêtes Camerounaises auprès des Ménages (ECAM I et ECAM II et ECAM III) révèlent que le niveau du ratio de pauvreté est encore très élevé. On note toutefois une stabilité autour de 0,42 entre 2001 et 2007. Il en est de même du niveau des principaux indices d'inégalité⁴. L'implication de l'exclusion sociale sur ces niveaux de privations des populations n'en est pas de reste (Innack, 1998). Les émeutes de la faim de février 2008 illustrent le ras le bol des camerounais face à leur exclusion du marché des biens de consommation courante, cause de la misère ambiante⁵.

¹ La déclaration du millénaire (septembre 2000).

² Confère Sommet Européen de Lisbonne (mars 2000).

³ Bien que doté d'une très grande diversité de climats, de reliefs et de végétations ; d'une richesse du sol et du sous sol propice à la pratique de toute forme d'agriculture et d'élevage ; d'un potentiel humain jeune, dynamique, multiethnique et surtout avec un niveau de scolarisation moyen acceptable.

⁴ Le carré du coefficient de variation et l'indice d'entropie montrent que les inégalités se sont accrues entre 1996 et 2001 en passant respectivement de 1.2559 à 1.5230 pour le premier, et de 0.4579 à 0.4936 pour le second.

⁵ Cette exclusion est consécutive à la baisse générale du pouvoir d'achat lié à la hausse des prix des denrées de première nécessité sur les marchés, à la corruption et au chômage ambiants entre autre (Rapport INS, 2010).

En dépit du fait que la pauvreté et l'exclusion sociale contribuent au niveau du malaise social ambiant au Cameroun, il n'existe pas à notre connaissance d'étude mettant en cause les deux phénomènes dans la définition d'un profil unique de privation de bien-être dans ce pays. Cette situation s'explique entre autre, par le fait que les profils de pauvreté et d'exclusion sociale définis dans ce pays sont établis dans des rapports différents. Or les analyses récentes montrent que l'exclusion sociale est un élément incontournable de la chaîne de causalité qui mène à la pauvreté. Bien plus, la pauvreté et l'exclusion sociale expliquent respectivement la dimension matérielle et la dimension immatérielle des privations de bien-être (Sen, 2000). Définir les profils de privations en ignorant l'une ou l'autre forme de privation occulte de ce fait la réalité du phénomène.

La présente étude vise à combler ce manque à travers l'objectif d'analyser conjointement la pauvreté et l'exclusion sociale au Cameroun. En d'autres termes, il s'agit d'éclairer le débat sur la possibilité de combiner plusieurs indicateurs de privations de bien-être (pauvreté et exclusion) pour définir un profil unique des catégories pauvres et exclues. Les conclusions à l'issue de l'analyse présenteront alors un intérêt à la fois du point de vue prospectif, en apportant des éléments de compréhension sur la face cachée des privations dans ce pays et du point de vue des politiques étant donné que les profils de privation définis serviront de plaidoyer auprès des pouvoirs publics dans l'élaboration des politiques visant à améliorer les conditions de vie tout en favorisant la participation de toutes les couches sociales (inclusion des couches les plus défavorisées de la population).

Pour y parvenir, nous allons recourir au cadre offert par l'approche des capacités (Sen, 1981, Nussbaum, 1993, 2006) pour conceptualiser les privations de bien-être perçu à la fois comme le fait de la pauvreté et de l'exclusion sociale (1). La mise en œuvre de la méthodologie floue dans la construction de nos indicateurs de privation permettra de présenter les modèles utilisés respectivement dans les analyses de pauvreté et d'exclusion sociale (2) ainsi que la possibilité de combiner les deux approches dans une analyse conjointe de la pauvreté et l'exclusion sociale (Betti, Cheli, Lemmi et Verma 2006) (3). L'application empirique permettra de décrire et de commenter les tendances observables dans ce pays (4).

2. Concepts et principales mesures des privations dans la littérature

Les questions relatives aux privations ne sont pas exclusivement des préoccupations contemporaines. Le déséquilibre entre riches et pauvres est considéré comme *la plus fatale maladie des républiques* (Plutarque [46-125 après JC]). Cette perception a prévalu jusqu'au milieu du 18^{ème} siècle où l'on a observé une évolution majeure de la pensée économique. Les privations sont d'abord identifiées par rapport au manque de revenu et au dénuement qu'il

entraîne. Les critiques développées face à cette perception ont favorisé l'émergence des perceptions nouvelles. La panoplie des mesures développées autour de ces perceptions ont permis d'affiner l'analyse.

2.1 Évolution du concept de privations

Depuis les travaux de Smith (1776), les privations renvoient à la pauvreté et se définit comme « *l'inaptitude d'apparaître en public sans honte* » suite à un niveau d'utilité inférieur à une norme préalablement définie⁶. Dans cette perception, il n'existe pas de distinction entre la pauvreté et l'exclusion sociale puisque cette dernière s'analyse comme la pauvreté monétaire. Plusieurs auteurs ont apporté des critiques à l'encontre de cette perception des privations (Rawls, 1971 ; Stewart et Streeten, 1981 ; Sen, 1981). Pour ces auteurs, le revenu à lui seul, ne garantit pas toujours l'accès à une vie décente. Évaluer les privations de bien-être à partir des seules ressources monétaires occulte une partie des besoins humains. L'absence de bien-être qui est une réalité multidimensionnelle est liée à « la non satisfaction » d'une série de besoins nécessaires à la survie (Stewart et Streeten, 1981)⁷. Sur la même période et plus particulièrement au début des années 1970, la littérature sur l'exclusion sociale a connu une évolution majeure. L'exclusion sociale jusqu'alors toujours définit sous le couvert de la pauvreté, s'affranchit de cette tutelle pour s'affirmer comme une forme de privation à part entière⁸.

Les reformulations apportées à la théorie des besoins de base proposent d'intégrer les besoins de base dans une fonction d'utilité exprimée en termes de coût nécessaire pour acquérir ceux-ci (Hopkins et Hoeven, 1983 ; Ravallion, 1998 ; Lachaud, 1999). Ces reformulations ont favorisé l'émergence de l'approche des *capabilités*. S'inspirant de la critique de Rawls (1971), Sen (1981) propose au début des années 1980 une nouvelle approche dans la perception des privations basée sur les *capabilités*. Partant de l'idée selon laquelle deux individus dotés de mêmes ressources peuvent atteindre des résultats différents en termes de bien-être. La démarche de Sen, bien qu'assez proche de celle relative aux besoins de base de part son caractère multidimensionnel, marque une rupture franche avec la perception monétaire.

De nouvelles réflexions permettent d'enrichir le concept de *capabilité* par la prise en considération dans le dénuement, des aspects relatifs aux libertés et aux choix (Sen, 1985,

⁶ Économiquement cette utilité serait approximé par une variable monétaire, le revenu ou la dépense seule capable de rendre compte de la satisfaction individuelle. Cette position est défendue par les auteurs comme Mill (1848) et Bentham (1789).

⁷ Cette critique formulée par les tenants de l'approche des besoins essentiels.

⁸ Les travaux de Lenoir (1974) ; Adelman (1975) ; Silver (1995) ; Gore (1997) ; Lee et Murie (1999) ; Miliband (2006) attestent de cette évolution.

1993 ; Nussbaum, 1999, 2000, 2003, 2006 ; Gasper, 1997). Ces réflexions offrent un cadre théorique plus affiné à émergence de l'exclusion sociale perçue comme une forme de privation au même titre que la pauvreté. En effet, le champ de l'exclusion sociale tel que définit initialement (Lenoir 1974) s'élargit en intégrant des nouvelles préoccupations qui recouvrent les aspects bien plus larges que l'absence de biens matériels. Ces problèmes concernent par exemple les aspects relatifs à la dégradation des liens familiaux, à l'accroissement des violations des droits de l'homme et au déclin de la participation sociale (Gore, 1997 ; Atkinson, 1998 ; Lee et Murie, 1999). Ces formes de privations, considérées comme immatérielles, sont responsables de l'exclusion sociale. Elles affectent le bien être des entités sociales sans que celles-ci puissent agir efficacement pour s'en extirper.

Cette évolution dans la réflexion s'est traduite par la nécessité de repenser les modèles de privations, afin qu'ils puissent intégrer dans leurs applications, les nouvelles réalités qui renvoient non pas seulement aux aspects économiques du bien être, mais aussi aux aspects sociaux et politiques. L'espace de capabilité offre un cadre propice à l'observation des différentes formes de privations. La pauvreté est dès lors perçue dans l'espace des capabilités, comme une privation des éléments matériels possédés par une entité sociale et l'exclusion sociale quant à elle fait référence à la privation des libertés d'accès aux éléments valorisés par une entité sociale (Sen, 2000). Bien qu'il n'existe pas toujours de consensus dans la littérature en ce qui concerne les principales définitions proposée, celles-ci font référence pour la plupart, à l'absence de possibilités de satisfaire les besoins de base d'une partie importante de la population (Sen, 2000 ; Nussbaum, 1994 ; Silver, 1995 ; Gore, 1997). Toutefois, ces auteurs s'accordent sur un certain nombre de mesures développées pour appréhender les privations sous leurs diverses facettes.

2.2 Un consensus retrouvé autour des principales mesures

Les concepts de privations matérielles et immatérielles sont associés à une diversité de mesures. En ce qui concerne les privations matérielles, l'idée est d'adapter certaines classes d'indices proposées dans le cadre de la pauvreté unidimensionnelle (Watts, 1968 ; Foster, Gréer et Thorbecke, 1984 ; Foster et Shorrocks, 1991) à un contexte de pauvreté multidimensionnelle (Tsui, 2002 ; Chakravarty et D'ambrosio, 2002 ; Chakravarty, Deutsch et Silber, 2005). La particularité de ces mesures est qu'elles respectent un certain nombre d'axiome⁹.

Les mesures développées pour appréhender l'exclusion sociale s'inscrivent dans le sillage de celles définies dans le cadre de la pauvreté et vérifient également un ensemble d'hypothèses

⁹ Bourguignon et Chakravarty (2003) définissent quelques axiomes que doivent vérifier les mesures multidimensionnelles de bien-être.

exprimées sous forme d'axiomes (Bourguignon et Chakravarty, 2003 ; Chakravarty et D'ambrosio, 2006 ; Poggi, 2008).

À côté de ces mesures dites axiomatiques, se sont développées des approches d'analyse des privations basées sur des analyses sans développement d'un background théorique particulier (Maasoumi et Nickelsburg, 1988 ; Cerioli et Zani, 1990 ; Cheli et Lemmi, 1995 ; Klasen, Sahn et Stifel, 2000, 2003 ; Asselin, 2002 ; Deutsch et Silber 2005)¹⁰. Dans le cadre de l'exclusion sociale, les mesures développées dans la logique non axiomatique sont orientées vers la description du phénomène en recourant à des méthodes statistiques élaborées (Tsaklogou et Papadopoulos, 2001 ; Morasse, 2005).

Toutes ces approches peuvent être utilisées pour mener des analyses rigoureuses axées sur le bien-être. Toutefois, dans l'approche de capabilité, le recours aux méthodes d'analyses factorielles et à la méthode floue pour construire les indicateurs est recommandé (Lelli, 2001). Puisqu'il est question dans le cadre de cette étude, de définir un profil de privation en considérant la pauvreté et l'exclusion sociale, la théorie des ensembles à la base de la méthodologie floue semble attractive dans la mise en œuvre de cette l'analyse conjointe. Cette approche est utilisée dans la construction de nos indicateurs de privation de bien-être, compte tenu de sa flexibilité dans le choix des formes fonctionnelle des indicateurs et des fonctions d'appartenance. La combinaison des indicateurs de pauvreté et d'exclusion sociale pour la définition des différents profils s'effectue grâce aux développements Betti, Cheli, Lemmi et Verma (2006).

3. Mesures des privations par la méthode floue

Créée en 1965 par Zadeh¹¹, la théorie des ensembles flous permet de prendre en compte cette absence de frontière formelle entre pauvres et non pauvres. L'idée de départ est simple : la notion de sous-ensemble a pour but de permettre des gradations dans l'appartenance d'un élément à une classe, c'est-à-dire autoriser un élément à appartenir plus ou moins fortement à cette classe. Dans la théorie dite des ensembles *classique*, l'élément considéré fait partie ou non de l'ensemble. Dans la théorie des ensembles flous, l'élément peut appartenir de façon partielle à cet ensemble. Les formes fonctionnelles associées aux mesures sont celles adaptables à la structure permettant une prise en compte graduelle des privations. Les choix des attributs à inclure dans l'évaluation, des formes fonctionnelles et de la structure de poids sont dérivés de façon non-axiomatique, en se basant sur un jugement relatif à leur nature, leur

¹⁰ Pour une revue de la littérature détaillée en ce qui concerne les mesures de pauvreté matérielle, se référer à Bibi (2002).

¹¹ Zadeh [1965]. Cette théorie n'est pas propre à l'étude de la pauvreté, qui en est une extension très récente. Elle est très largement utilisée en psychologie (intelligence artificielle), en environnement, en robotique, etc.

mérite et leur importance (Klasen, 2000). Ces attributs sont de deux ordres, les uns pouvant être sous contrôle des individus (attributs de pauvreté matérielle) et les autres échappant totalement à leur emprise (attributs de pauvreté immatérielle). De cette distinction, découle les deux principales mesures que nous proposons ci-dessous.

Les formes fonctionnelles associées aux mesures sont celles adaptables à la structure permettant une prise en compte graduelle des privations. Les choix des attributs à inclure dans l'évaluation, des formes fonctionnelles et de la structure de poids sont dérivés de façon non-axiomatique, en se basant sur un jugement relatif à leur nature, leur mérite et leur importance (Klasen, 2000). Ces attributs sont regroupés en deux catégories : les attributs de pauvreté et les attributs d'exclusion sociale. De ce regroupement, découle les deux principales mesures que nous proposons ci-dessous.

La construction des mesures floues est une démarche qui se fait en quatre étapes essentielles. Si $X = (X_1, X_2, X_3, \dots, X_j, \dots, X_m)$ un ensemble de m attributs d'ordre économique, démographique, social, politique...soit $A = \{a_1, a_2, \dots, a_i, \dots, a_n\}$ une population de n ménages. On a :

La première étape est relative à l'identification de la population pauvre. Il est question de définir le critère qui permettra de considérer un ménage comme étant pauvre. Deux critères apparaissent ici ; d'une part, un ménage est pauvre s'il est privé par rapport à au moins un attribut. D'autre part tous les ménages dont les accomplissements n'atteignent pas les niveaux jugés acceptables sont considérés comme pauvres (Dagum et Costa, 2005).

La seconde étape met en valeur l'avantage de la théorie floue qui permet la prise en compte graduelle des situations de pauvreté. Ainsi, pour un attribut j , le degré d'appartenance à l'ensemble des pauvres B prend des valeurs comprises entre 0 et 1. La forme générale de la fonction d'appartenance est la suivante :

$$a_{ij} = \begin{cases} 1 & \text{Si le } i\text{-ème ménage n'a pas le } j\text{-ème attribut; (Pauvreté)} \\]0,1[& \text{Si le } i\text{-ème ménage a le } j\text{-ème attribut avec une intensité de l'intervalle; (Pauvreté partielle)} \\ 0 & \text{Si le } i\text{-ème ménage possède le } j\text{-ème attribut. (Non pauvre)} \end{cases}$$

$$\theta_B(X_j(a_i)) = \begin{cases} 1 & \\ x_{ij} & 0 < x_{ij} < 1 \quad \text{Possède partiellement l'attribut} \\ 0 & \end{cases} \quad (1)$$

Où $\theta_B(X_j(a_i))$ représente la fonction d'appartenance, 1 et 0 représente les situations extrêmes : 1 ne possède pas l'attribut (donc est considéré comme extrêmement pauvre) ; 0 : possède l'attribut (est considéré comme non pauvre)

La troisième étape est celle qui permet de déterminer les différents ratios de privation de bien-être. Dans le cadre de cette étude, nous présentons une mesure de pauvreté et une mesure d'exclusion sociale.

Le ratio de pauvreté d'un ménage peut alors être défini comme étant une somme pondérée des degrés d'appartenance, relatifs à un ménage par rapports aux m attributs sélectionnés.

$$\beta_S(e_i) = \frac{\sum_{j=1}^m a_{ij} \cdot w_j}{\sum_{j=1}^m w_j} \quad \text{avec } 0 \leq \beta_S(e_i) \leq 1$$

$$\theta_B(a_i) = \frac{\sum_{j=1}^m Z_j x_{ij}}{\sum_{j=1}^m Z_j} \quad (2)$$

Avec Z_j : la pondération.

Le ratio d'exclusion sociale d'un ménage se définit comme la somme pondérée des degrés d'appartenance, relatifs à un ménage par rapports aux m attributs sélectionnés.

Par la suite, nous pouvons déduire la fonction d'évaluation sociale v de la fonction d'évaluation individuelle comme leur somme. V est alors égale à la somme des Z_i ($V = \sum_i Z_i$). Elle peut être réécrite sous la forme suivante

$$V(A) = -\sum_i \sum_j w_j \max\{(a_{ij}^* - a_{ij}), 0\} \quad (3)$$

Où A est une matrice de format $N \times M$ égale à $(A_1 : \dots : A_j : \dots : A_M)$ et A_j est le vecteur colonne contenant les N valeurs individuelles a_{ij} avec $i = 1, \dots, N$ (Bourguignon et Chakravarty, 2003 ; Poggi, 2008).

La sélection des pondérations dépend du contexte social et des croyances du chercheur. Nous retenons la pondération proposée par Cérioli et zani (1990) qui considèrent un poids égal au logarithme du poids de la population des individus pauvres en termes de l'attribut considéré.

La fonction d'évaluation individuelle la plus simple à laquelle ce raisonnement permet d'aboutir, est une combinaison linéaire des valeurs de privation de M . $Z_i = \sum_j w_j z_{ij}$ avec

$$\sum_j w_j = 1, \text{ pour tout } i=1, \dots, N. \quad w_j = \frac{1 - \gamma_j}{\sum_j (1 - \gamma_j)}$$

et γ_j est la proportion des personnes privées dans la dimension j . Comme mentionné dans la section précédente, nous suivons la suggestion de la littérature à propos de l'existence d'une relation inverse entre le poids et le nombre de personnes privées dans chaque dimension.

La quatrième étape consiste à mesurer la privation totale par agrégation des niveaux individuels. La pauvreté totale se définit comme une moyenne pondérée des pauvretés

unidimensionnelles :

$$C_{B_s}^{jk} = \frac{B_s (X_j^k)^{w_j}}{\sum_{j=1}^m w_j} \quad (4)$$

L'indicateur d'exclusion sociale se définit comme suit :

$$SE(A) = \left(\frac{1}{N}\right) \sum_i \sum_j w_j \max \left\{ \left((a_j^* - a_{ij}) / a_j^* \right), 0 \right\}^{12} \quad (5)$$

Nous obtenons ainsi une mesure de l'exclusion sociale par transformation *monotonique*. Cette mesure étant décomposable, nous pouvons appliquer la décomposition multiple de (Mussard et Pi Alperin, 2005) pour obtenir les contributions des attributs/sous groupes au niveau de l'exclusion global.

Ces indices de privation obtenus par la méthode floue peuvent être décomposés en sous groupes (Mussard et Pi Alperin, 2005) et en attributs (Dagum et Costa, 2005).

$$C_{B_s}^{jk} = \frac{B_s (X_j^k)^{w_j}}{\sum_{j=1}^m w_j} \quad (6)$$

Ces décompositions nous permettent d'obtenir les différentes contributions des groupes socioéconomiques et de leurs attributs à l'indicateur de privation globale. Ces décompositions seront utilisées dans le cadre de nos applications.

La mise en œuvre à la fois des formes de privations matérielles et immatérielles dans la définition de l'absence de bien-être permet de savoir jusqu'où la pauvreté et l'exclusion tendent à se chevaucher pour une entité¹³. Ce type d'analyse nécessite la spécification des règles de manipulation des ensembles flous, de manière à définir les ensembles compléments, intersections, unions ainsi que leur agrégation.

¹² Considérant une fonction d'évaluation sociale comme celle représentée en (1), l'unique indicateur consistant d'exclusion sociale (par transformation *monotonique*) est l'équation II-15.....

¹³ Similairement, dans une analyse longitudinale, il serait intéressant de savoir jusqu'à quel degré les états de privations persistent durant le temps pour l'individu concerné.

C'est dans ce sillage que s'inscrivent les approches permettant la combinaison des indicateurs de pauvreté et d'exclusion sociale à la définition d'un profil unique de privation de bien-être Betti, Cheli, Lemmi and Verma (2006).

4. Mesure combinée de privation

Si nous désignons par m est l'indicateur de privation matérielle ou de pauvreté, et s l'indicateur de privation matérielle ou de l'exclusion sociale. Ces formes de privations sont associées à des distributions des fonctions d'appartenance ou de bien-être que l'on peut transformer de manière à ce que l'on obtienne deux états flous opposés¹⁴; non privés avec la modalité 0 et privés avec la modalité 1, correspondant à la paire des ensembles flous composant la partition des appartenances. Ce raisonnement permet de construire le tableau suivant :

Deux cas de figure sont à distinguer : d'une part, pour des sous ensembles représentant des états similaires (en termes de distribution) - comme la présence (ou l'absence) des deux types de privations - l'opération standard (qui génère des plus larges intersections que dans le cas standard) est utilisée ; d'autre part, pour des sous ensembles représentant des états différents, - comme la présence de l'une des formes de privation et l'absence de l'autre forme - les opérations bornées sont utilisées (qui génèrent de plus faibles intersections que celles obtenues dans la forme algébrique).

La propension à être privée pour au moins l'une des deux dimensions est égale à $\max(FM_i, FS_i)$. Elle peut être interprétée sous trois formes équivalents : comme le complément de la cellule « 0-0 » du tableau 2-4, comme la somme des fonctions d'appartenances dans les autres trois cellules et comme l'union de (FM_i, FS_i) .

Tableau 2 1 Mesures jointes de privations

| Privations matérielles (m) | Privations immatérielles (s) | | | |
|-----------------------------------|----------------------------------|---|------------------------|------------|
| | Statut de privation | Non pauvre (0) | Pauvre (1) | total |
| Non pauvre (0) | | $\min(1 - FM_i, 1 - FS_i) = 1 - \max(FM_i, FS_i)$ | $\max(0, FS_i - FM_i)$ | $1 - FM_i$ |
| Pauvre (1) | | $\max(0, FM_i - FS_i)$ | $\min(FM_i, FS_i)$ | FM_i |
| Total | | $1 - FS_i$ | FS_i | 1 |

Source ; adaptation du tableau de Betti, Cheli, Lemmi and Verma (2006)

¹⁴ Sur le plan pratique, la plupart des analyses de privations relatives recourent généralement au seuil Standard de Pauvreté International (International Standard of Poverty Line ISPL qui définit la pauvreté comme étant le fait d'avoir un niveau de distribution du bien-être en dessous de la moyenne de la distribution)

Les deux mesures de privations (propension à la pauvreté matérielle FM_i et propension à la pauvreté immatérielle FS_i) peuvent être combinées pour interpréter les privations qui tiennent compte des deux aspects. Désignons par M_i la privation manifeste (que nous pourrions aussi appeler exclusion profonde), elle représente la propension avec laquelle l'on peut définir les privations étant le fait de la pauvreté matérielle et de la pauvreté immatérielle simultanément. Ce sont les formes les plus intenses de privations, les populations qui se trouvent dans cette situation ne peuvent généralement pas s'y extraire sans une aide extérieure, c'est la précarité des conditions. Désignons par la suite L_i la privation latente (qui désignera soit la pauvreté, soit l'exclusion sociale). Elle est représentative des catégories confrontées à au moins une des deux formes de privations. Ce sont des degrés moins intenses de privations.

La mesure combinée correspondante, s'appuyant sur la propension à la pauvreté matérielle FM_i et la propension à la pauvreté immatérielle FS_i , est obtenue de manière directe en utilisant l'ensemble composite des opérations définies dans les points précédents. La propension à la privation manifeste de l'individu i est l'intersection (la plus petite) des deux mesures FM_i et FS_i . Similairement, la propension à la privation latente de l'individu i est l'union (la plus large) des deux mesures FM_i et FS_i . Elles correspondent aux formulations suivantes :

$$M_i = \min(FM_i, FS_i) \text{ et } L_i = \max(FM_i, FS_i) \quad (7)$$

5. Détermination des formes de privations au Cameroun

5.1 Les données d'enquête

Dans le cadre du suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) et de la mesure des progrès accomplis vers l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement (OMD), le Gouvernement, à travers l'Institut National de la Statistique (INS), a réalisé en 2007 la troisième enquête camerounaise auprès de plus de 11300 ménages (ECAM III). L'objectif de l'ECAM III consistait à ; actualiser le profil de pauvreté de l'année 2001, apprécier les progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté, atteinte des OMD et alimenter la révision du DSRP dont les travaux étaient déjà engagés.

5.2 Choix des attributs de Pauvreté et d'exclusion sociale

La sélection des attributs utilisés dans cette étude repose sur deux principaux critères à savoir la multi dimensionnalité de la pauvreté et l'information disponible dans la base des données ECAM III. Ces deux critères facilitent l'implémentation de la théorie des capacités. Trente-un attributs ont été retenus pour analyser les privations. Ces attributs sont regroupés autour des principales dimensions des privations matérielles (Dépense, Santé, Instruction, Emploi, Logement, Environnement du logement, Éléments du confort) et immatérielles (intégration sociale, Gouvernance, Propriété foncière, Situation absolue du ménage, Situation relative du ménage) par souci de concision dans l'analyse.

La définition de ces attributs dans le contexte Camerounais s'est fait conformément aux recommandations de la littérature et à la perception qu'ont les ménages camerounais¹⁵ sur les aspects dont l'amélioration pourrait accroître leur bien-être. Les statistiques du tableau 11 en annexe issues d'une analyse descriptive ont orientée la conclusion partielle selon laquelle, de manière générale, les ménages camerounais considèrent *le manque d'emploi, la mauvaise gouvernance et l'insuffisance de revenu* comme étant les principales causes de leur pauvreté.

L'analyse des corrélations de *Pearson* entre les différents attributs révèlent de faibles degrés de corrélations entre les dimensions retenues dans l'étude. Ces corrélations révèlent que les principaux attributs retenus comme dimensions pour appréhender les privations de bien-être, apportent chacune une information nouvelle sur la situation des privations (tableau 2-5 et 2-6)¹⁶. Quelques exceptions persistent tout de même en ce qui concerne le degré de corrélation. Celle-ci concernent : la santé et l'emploi, les dépenses et le niveau d'instruction, le logement, l'environnement du logement et le confort, qui semblent être relativement corrélée les uns aux autres. Ces niveaux de corrélations observées entre les dimensions montrent qu'elles sont très proches. En d'autres termes, la bonne santé peut dans une certaine mesure expliquer la qualité de l'emploi dans certains ménages. En outre, Le niveau d'instruction semble avoir une forte influence sur le niveau de dépense¹⁷. Les ménages qui ont des logements ayant les meilleures caractéristiques sont ceux qui jouissent d'un niveau élevé de confort matériel.

¹⁵ Ces informations sont contenues dans la base ECAM III, l'analyse descriptive de ces informations et le classement en fonction des priorités exprimées par les ménages sont à l'origine du choix des attributs.

¹⁶ Le test de significativité effectué montre que ces résultats sont dans la plupart des cas valables pour un degré de risque ou une marge d'erreur de 1%.

¹⁷ ce résultat semble être en conformité avec ceux du rapport de l'enquête ECAM III qui révèle que le niveau d'instruction est un facteur déterminant de la pauvreté monétaire

Tableau 2 2 Corrélations entre les dimensions de la pauvreté matérielle¹⁸

| | dépenses | santé | Instruction | Emploi | Logement | Env Logement | confort | Total |
|--------------|----------|---------|-------------|---------|----------|--------------|---------|-------|
| Dépenses | 1 | | | | | | | |
| Santé | -0,003 | 1 | | | | | | |
| Instruction | 0,378** | 0,047** | 1 | | | | | |
| Emploi | 0,015 | 0,129** | 0,075** | 1 | | | | |
| Logement | 0,349** | -0,04** | 0,354** | -0,06** | 1 | | | |
| Env Logement | 0,545** | 0,005 | 0,521** | -0,02** | 0,623** | 1 | | |
| confort | 0,539** | 0,015 | 0,559** | 0,045** | 0,577** | 0,789** | 1 | |
| Total | 0,529** | 0,397** | 0,643** | 0,357** | 0,638** | 0,772** | 0,800 | 1 |

Source : par l'auteur à partir des données

Les fortes corrélations observées entre les dimensions d'intégration sociale et la situation absolue du ménage ; la situation absolue et la situation relative semblent témoigner du fait que les populations qui ne participent pas à la vie associative, à travers l'adhésion à des groupes sociaux, se sentent extrêmement pauvres et ont une faible capacité à mobiliser une épargne dans le premier cas. Dans le second cas, le sentiment de privation absolu d'un ménage est fortement influencé par la situation des voisins et des parents. Ainsi, le chef d'un ménage aura le sentiment d'être injustement privé s'il a comme l'impression que ses voisins et ses parents vivent mieux que lui.

Tableau 2 3 Corrélations entre les différentes dimensions de l'exclusion sociale

| 2007 | Intégration sociale | Gouvernance | Propriété Foncière | Situation Absolue | Situation Relative | Totaux |
|---------------------|---------------------|-------------|--------------------|-------------------|--------------------|--------|
| Intégration sociale | 1 | | | | | |
| Gouvernance | -0,100** | 1 | | | | |
| Propriété Foncière | 0,093** | 0,011 | 1 | | | |
| Situation Absolue | 0,308** | -0,087** | -0,0005** | 1 | | |
| Situation Relative | 0,080** | -0,017 | 0,087** | 0,226** | 1 | |
| Totaux | 0,220** | 0,780** | 0,161** | 0,431** | 0,416** | 1 |

Source : par l'auteur à partir des données

L'application des équations II-8, II-9 et II-10 à nos bases de données nous permet d'obtenir pour chaque attribut les poids (w_j) et les différentes contributions de ces attributs au niveau de pauvreté multidimensionnel global qui se situe autour de 0,4080 en 2007. Ce taux de pauvreté reste relativement élevé. Les niveaux de privation moyens observés sont le fait des attributs de *l'environnement du logement*, *du confort* et *du logement*, qui contribuent respectivement à hauteur de 0,0929 ; 0,0905 et 0,0818. Les attributs relatifs aux dépenses et à l'emploi, avec des contributions respectives de 0,0163 et 0,0306 ont les plus faibles contributions.

¹⁸ (**) Significativité au seuil de 1%

Tableau 2 4 Attributs des ménages et niveaux de privation

| Groupes attributs | Attributs | Poids wj 2007 | Contributions 2007 | Groupes | Attributs | Poids wj 2007 | Contributions 2007 |
|------------------------|--|------------------|-----------------------|--|---|------------------|-----------------------|
| DÉPENSÉS | -Dépenses Totales par Unité de consommation | 0,4578 | 0,0163 | INTÉGRATION SOCIALE | Chef du ménage Membre d'une association | 0,0557 | 0,0204 |
| Sous Total | | 0,4578 | 0,0163 | | Nombre d'individus Membre d'une association | 0,0482 | 0,0125 |
| SANTÉ | -Maladie au cours des deux dernières semaines | 1,2192 | 0,0202 | Sous Total | | 0,1041 | 0,0329 |
| | -appréciation de son état de santé actuel | 1,4758 | 0,0189 | GOUVERNANCE | Frais non réglementaire scolarisation enfants | 0,0970 | 0,0066 |
| Sous Total | | 3,8485 | 0,0391 | | Frais non réglementaire accès soins médicaux | 0,0964 | 0,0065 |
| INSTRUCTION | -sait lire ou écrire en Français | 0,7589 | 0,0199 | | Frais non réglementaire autres service public | 0,0918 | 0,0096 |
| | -sait lire ou écrire en Anglais | 0,4264 | 0,0156 | Frais non réglementaire infractions code routier | 0,0965 | 0,0067 | |
| | -Diplôme le plus élevé | 0,3627 | 0,0142 | Sous Total | | 0,3816 | 0,0295 |
| Sous Total | | 3,8485 | 0,0497 | PROPRIÉTÉ FONCIÈRE | Nombre de terre possédé | 0,1039 | 0,0392 |
| EMPLOI | -A travaillé au cours des 12 derniers mois | 2,9192 | 0,0088 | | Nombre de maison possédé | 0,1039 | 0,0395 |
| | -Est affilié à un système de sécurité sociale | 0,1598 | 0,0076 | Sous Total | | 0,2078 | 0,0787 |
| | -Adéquation emploi/formation | 0,3588 | 0,0141 | SITUATION ABSOLUE MÉNAGE | Le ménage possède une épargne | 0,0735 | 0,0304 |
| Sous Total | | 3,8485 | 0,0306 | | Le ménage est il pauvre | 0,0701 | 0,0183 |
| LOGEMENT | -Statut d'occupation du ménage | 1,1066 | 0,0205 | Sous Total | | 0,1436 | 0,0487 |
| | -Principal matériaux du toit | 1,2844 | 0,0195 | SITUATION RELATIVE MÉNAGE | Niveau de vie par rapport au voisinage | 0,0912 | 0,0186 |
| | -Principal matériaux du sol | 0,9939 | 0,0206 | | Niveau de vie par rapport aux parents | 0,0717 | 0,0207 |
| | -Principal Matériaux des murs | 0,9938 | 0,0206 | Sous Total | | 0,1629 | 0,0393 |
| Sous Total | | 5,4267 | 0,0819 | TOTAL | | 1 | 0,2291 |
| ENVIRONNEMENT LOGEMENT | -Principale mode d'approvisionnement eau potable | 0,5357 | 0,0176 | | | | |
| | -Principale source d'éclairage | 0,6952 | 0,0195 | | | | |
| | -Principale source d'énergie pour la cuisine | 0,6492 | 0,0190 | | | | |
| | -Mode d'évacuation des ordures | 0,5439 | 0,0177 | | | | |
| | -Type de lieu d'aisance pour WC | 0,6412 | 0,0189 | | | | |
| Sous Total | | 1,8811 | 0,0928 | | | | |
| ÉLÉMENTS DE CONFORT | -Présence d'un téléphone fixe | 0,0104 | 0,0006 | | | | |
| | -Présence d'un téléphone mobile | 0,6222 | 0,0187 | | | | |
| | -Présence d'un téléviseur | 0,3972 | 0,0150 | | | | |
| | -Présence chaine musicale | 0,0708 | 0,0037 | | | | |
| | -Présence du réfrigérateur | 0,0966 | 0,0049 | | | | |
| | -Présence du congélateur | 0,0485 | 0,0026 | | | | |
| | -Présence de la cuisinière | 0,0673 | 0,0035 | | | | |
| | -Présence de réchaud à pétrole | 0,1915 | 0,0089 | | | | |
| | -Présence Bouteille à gaz | 0,2236 | 0,0100 | | | | |
| | -Présence de fer à repasser électrique | 0,2967 | 0,0124 | | | | |
| | -Présence de climatiseur | 0,0064 | 0,0004 | | | | |
| | -Présence de ventilateur | 0,1657 | 0,0079 | | | | |
| | -Présence d'un véhicule | 0,0363 | 0,0020 | | | | |
| Sous Total | | 1,9691 | 0,0905 | | | | |
| TOTAL | | 17,8168 | 0,4008 | | | | |

Source : par l'auteur à partir des données

Le niveau d'exclusion multidimensionnelle globale de 0,2291 en 2007 reste très élevé, puisque près du quart de la population des ménages camerounais est concerné par le phénomène à cette date. Les efforts réalisés par les pouvoirs publics dans la mise en œuvre des premières recommandations du DSRP en matière de lutte contre la corruption et les

détournements de deniers publics, permettent d'observer en 2007 des résultats importants en ce qui concerne la gouvernance, dont la contribution au niveau d'exclusion global est passée de 0,1139 à 0,0296. Il est à noter cependant que cette réduction s'est faite au détriment de l'accès à la propriété foncière, dont la contribution à l'exclusion globale s'est accrue sur la période, passant de 0,0249 en 2001 à 0,0787 en 2007. La dimension relative à la propriété foncière devient ainsi la plus importante parmi les facteurs explicatifs du niveau global de l'exclusion sociale au cours de la période 2001-2007. Les politiques des pouvoirs publics auraient donc permis de réduire la corruption au détriment de la propriété foncière.

Classification des privations à partir des mesures combinées

Les résultats précédents nous permettent d'avoir une première impression sur l'ampleur du phénomène de pauvreté et d'exclusion sociale au sein des ménages camerounais. Les comparaisons effectuées de façon distinctives restent cependant limitées étant donné que la méthode floue qui sert de base à la définition de nos fonctions d'appartenance tire ses fondements de la théorie des ensembles, qui naturellement intègre des possibilités permettant de définir l'intersection, l'union et le complément lorsque l'on a affaire à plusieurs sous ensembles représentant des distributions dans lesquelles le passage d'une position dans la distribution à une autre obéit à la logique floue. Ces méthodes, adaptées à la littérature sur les privations lorsqu'on dispose de deux distributions, peuvent être étendue au cas où l'on a plus de deux distributions. Les nouveaux concepts de privations manifestes et latentes émergent alors dans la classification des catégories démunies, suite au découpage de nos deux distributions de privations en sous ensembles non disjoints, correspondant aux situations privés et non privés. À terme, il devient alors possible de définir des nouveaux profils de privations et de définir un noyau dur des privations permettant d'identifier les catégories concernées par une forte combinaison de la pauvreté et de l'exclusion sociale au Cameroun

Les données Camerounaises montrent qu'en 2007 les ménages pauvres et exclus représentent 43,9% de la population totale des ménages, tandis 47,9% des ménages camerounais sont concernés par au moins l'une ou l'autre des deux formes de privations. En d'autres termes parmi les ménages camerounais environ 52,1% d'entre eux en 2007 ne connaissent aucune des deux formes de privation.

Tableau 2 5 Privations jointes selon la méthode floue composite

| | | Privations immatérielles (S) | | | |
|------|-----------------------------------|--------------------------------|----------------|------------|-------|
| | | Statut de privation | Non pauvre (0) | Pauvre (1) | total |
| 2007 | Privations immatérielles (S) | Non pauvre (0) | 0,521 | 0,04 | 0,561 |
| | | Pauvre (1) | 0 | 0,439 | 0,439 |
| | | Total | 0,521 | 0,479 | 1 |

Source : par l'auteur à partir des données

De manière générale, nous constatons qu'une bonne partie des ménages camerounais privés vivent dans l'extrême pauvreté (43,9%). Compte tenu de l'ampleur du phénomène, Il serait intéressant d'observer la distribution du phénomène selon certaines caractéristiques sociodémographiques des chefs de ménage. Pour cela, nous allons décomposer l'espace selon l'âge, le sexe, le milieu de résidence et le niveau d'instruction. De cette décomposition découle les résultats ci-dessous (tableau.....).

Les premiers résultats de la décomposition révèlent que le nombre de ménages concernés par les privations manifestes en zone rurale représente un peu plus du double des ménages concernés par ces privations en zone rurale. On observe aussi un énorme fossé entre les deux zones en ce qui concerne les privations latentes, pour lesquelles on enregistre respectivement 73,2% en zone rurale contre 47,8% en zone urbaine. La décomposition par sexe permet de constater que les privations manifestes concernent les ménages ayant à leur tête un homme pour 40,5% contre 48,5% pour les ménages ayant à leur tête une femme. Les privations latentes concernent les ménages où les hommes sont chefs à 47,8% et ceux où les femmes sont chefs à 53,3%. Ces résultats signifient en d'autres termes qu'en 2007, la proportion des ménages dont les chefs sont des hommes, ayant expérimenté au moins une des deux formes de privation est inférieure à celui des ménages où les femmes sont chefs.

Tableau 2 6 Privations combinées selon les caractéristiques des chefs de ménage

| | | μ_{i00} | μ_{i01} | μ_{i10} | μ_{i11} | FM_i | $1 - FM_i$ | FS_i | $1 - FS_i$ |
|-------------|--------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------|------------|--------|------------|
| MILIEU | Urbain | 0,522 | 0,270 | 0 | 0,208 | 0,208 | 0,792 | 0,478 | 0,522 |
| | Rural | 0,268 | 0 | 0,251 | 0,481 | 0,732 | 0,268 | 0,481 | 0,519 |
| SEXE | Masculin | 0,522 | 0,073 | 0 | 0,405 | 0,405 | 0,595 | 0,478 | 0,522 |
| | Féminin | 0,467 | 0 | 0,051 | 0,482 | 0,533 | 0,467 | 0,482 | 0,518 |
| INSTRUCTION | Sans niveau | 0,18 | 0 | 0,311 | 0,509 | 0,82 | 0,18 | 0,509 | 0,491 |
| | Primaire | 0,491 | 0 | 0,033 | 0,476 | 0,509 | 0,491 | 0,476 | 0,524 |
| | Secondaire premier cycle | 0,488 | 0,255 | 0 | 0,257 | 0,257 | 0,743 | 0,512 | 0,488 |
| | Secondaire second cycle | 0,543 | 0 | 0,325 | 0,132 | 0,457 | 0,543 | 0,132 | 0,868 |
| | Supérieur | 0,631 | 0 | 0,32 | 0,049 | 0,369 | 0,631 | 0,049 | 0,951 |
| AGE | Moins de 30 ans | 0,466 | 0 | 0,197 | 0,337 | 0,534 | 0,466 | 0,337 | 0,663 |
| | De 30 à 39 ans | 0,537 | 0 | 0,126 | 0,337 | 0,463 | 0,537 | 0,337 | 0,663 |
| | De 40 à 49 ans | 0,568 | 0 | 0,03 | 0,402 | 0,432 | 0,568 | 0,402 | 0,598 |
| | De 50 à 59 ans | 0,464 | 0,105 | 0 | 0,431 | 0,431 | 0,569 | 0,536 | 0,464 |

Source : calculé par l'Auteur à partir des données d'ECAM II et III

Lorsque la décomposition par rapport au niveau d'instruction du chef de ménage, révèle que plus le ménage est instruit moins il est concerné par les privations et moins le ménage est instruit, plus il est concerné par les privations. En effet, les proportions des ménages qui ne sont concernés par aucune des formes de privations sont respectivement de 16,2%, 53,5% et 58,3% lorsque les niveaux d'instruction correspondent respectivement à l'absence de scolarisation, au niveau primaire et au niveau secondaire premier cycle, tandis que les proportions des ménages qui cumulent les deux formes de privations sont respectivement de 29,5%, 18,4% et 08,2% lorsque les niveaux d'instruction correspondent respectivement au secondaire premier cycle, secondaire second cycle et supérieur. 50,9% des ménages dont les chefs n'ont pas été scolarisés sont concernés par les privations manifestes contre 04,9% pour les ménages dont les chefs ont un niveau de scolarité équivalent à l'enseignement supérieur. 82% des ménages dont les chefs n'ont pas été scolarisés sont concernés par les privations latentes contre 36,9% pour les ménages dont les chefs ont un niveau de scolarisation équivalent à l'enseignement supérieur.

La décomposition selon l'âge du chef de ménage révèle que les ménages dont les chefs ont moins de 30 ans enregistrent le pourcentage le plus faible (33,6%) de privations manifestes. la situation des jeunes est meilleure que celle des vieux (44,7%) en ce qui concerne les privations manifestes. Les niveaux de privations latentes révèlent que les ménages dont les chefs sont âgés entre 40 et 49 ans sont les moins concernés (43,2%) contrairement aux vieux qui semblent plus affectés (73,4%).

Conclusion

S'il est de plus en plus reconnu dans la littérature que les privations définies en termes de pauvreté intègrent à la fois une dimension matérielle et immatérielle, les applications empiriques permettant de définir les profils de privations à partir de ses principales formes doivent être effectuées pour permettre d'améliorer les politiques visant à promouvoir la bien-être économique et social. L'exclusion des individus à la participation et à l'accès aux éléments qu'ils ont raison de valoriser et qui contribue à leur bien être représente une facette importante dans l'explication des privations de bien-être. La nécessité d'une analyse associant l'exclusion sociale à la pauvreté s'est avérée particulièrement intéressante. L'analyse multidimensionnelle des privations, effectuée avait pour souci majeur d'éviter à notre démarche de tomber dans certains travers de l'analyse unidimensionnelle du bien-être. Cette approche a contribué à améliorer notre compréhension de la face cachée des privations.

Le cadre de la méthode floue retenu pour définir nos privations dans l'espace des capacités à travers les fonctionnements accomplis a été adopté pour mener à bien cette étude. Nous avons ainsi pu discuter, dans un cadre théorique bidimensionnel appliquée dans le cadre de la méthodologie floue, des spécificités relatives aux mesures de privations matérielles et immatérielles ainsi que des éventualités d'une application de ces mesures à l'analyse empirique des privations.

L'analyse empirique s'est effectuée au Cameroun grâce aux données des enquêtes ECAM II et ECAM III nous a permis de constater que les niveaux moyens de privation matérielle (0,4083 en 2001 et de 0,4008 en 2007), restent encore très élevés. Le niveau d'exclusion sociale, dont le taux diminue sur la période d'étude (de 0,2539 en 2001 à 0,2291 en 2007), reste élevé.

Permettent par la suite de s'apercevoir qu'au Cameroun, en dépit de la stabilité observée au niveau du taux de pauvreté entre 2001 et 2007¹⁹, une forte proportion de la population expérimente aussi bien les privations matérielles que les privations immatérielles. Les efforts consentis par les pouvoirs publics sur cette période auraient donc contribué à maintenir le niveau global de pauvreté fixe tout en détériorant le cadre de vie de certaines catégories.

Bibliography

Adelman, I. (1975). Development economics - A reassessment of goals. American Economic Review, May.

Asselin, L.-M. (2002), "Multidimensional Poverty : theory", Institut de Mathématique Gauss.

Atkinson, 1998 Poverty in Europe. Blackwell Publisher

Bentham, J., (1789), Introduction to the Principles of Morals and Legislation. London : Adamant Media Corporation, 2005, 457 p.

Betti, Cheli, Lemmi and Verma (2006), « On the construction of fuzzy measures for the analysis of poverty and social exclusion », Statistica & Applicazioni, 4(1), pp. 77-97.

Bourguignon, F. and Chakravarty, S., R. (2003), "The measurement of multidimensional poverty", Journal of Economic Inequality 1: 25-49.
<http://dx.doi.org/10.1023/A:1023913831342>

¹⁹ Résultats contenus dans les rapports d'enquête ECAM III et qui a été confirmé dans notre analyse

Cerioli, A., Zani, S., (1990). « A Fuzzy Approach to the Measurement of Poverty », in Dagum C. and Zenga M. (eds.), *Income and Wealth Distribution, Inequality and Poverty*, Springer Verlag, Berlin, 272-284. http://dx.doi.org/10.1007/978-3-642-84250-4_18

Chakravarty et D'ambrosio, 2002. The measurement of social exclusion, mimeo.

Chakravarty, S.R. and d'Ambrosio, C. (2006), « The measurement of social exclusion », *Review of Income and Wealth*, Series 52, Number 3, September 2006, P.377-398.

Chakravarty, S. R., Deutsch, J. et J. Silber (2005), "On the Watts Multidimensional Poverty Index", *International Conférence, The Many Dimensions of Poverty*, Brasilia, August.

Cheli B., et Lemmi, A., (1995), « A 'Totally' Fuzzy and Relative Approach to the Multidimensional Analysis of Poverty », *Economic Notes*, Vol. 24: 115-134.

Chiappero Martinetti, E., (2000), *A Multidimensional Assessment of Well-Being based on Sen's Functioning Approach*, *Rivista Internazionale di Scienze Sociali*, Università Cattolica Del Sacro Cuore, n°2, Milano, 38p.

Chiappero Martinetti, E., (2005), *Capability Approach and Fuzzy Sets Theory*, in Lemmi A., Betti, G., 2006, *Fuzzy set approach to multidimensional poverty measurement*. London : Springer, 19 p.

Dagum, C., Costa, M., (2005), « Analysis and Measurement of Poverty, Univariate and Multivariate Approaches and their Policy Implications. A case of Study: Italy », In Dagum C. and Ferrari G. (eds.); *Household Behaviour, Equivalence Scales, Welfare and Poverty*, Springer Verlag, Germany, 221-271.

Deutsch, J. et J. Silber (2005), "Measuring Multidimensional Poverty : An Empirical Comparaison of Various Approaches", *Review of Income and Wealth*, 51, 145-174. <http://dx.doi.org/10.1111/j.1475-4991.2005.00148.x>

Devicienti, F. and Poggi, A. "Poverty and social exclusion: two sides of the same coin or dynamically interrelated processes?", *Applied Economics*, forthcoming.

European Commission (2000), *Report on economic and social cohesion*, Luxembourg.

European Commission (2003), *Joint report on social exclusion summarizing the results of the examination of the National Action Plan for Social Inclusion (2003-2005)*, Brussels.

Figuerido, J. B et De Hann, A. (1998) *Social exclusion : an ILO perspectives*, International Institute for Labour Studies.

Foster, J. E. et A. F. Shorrocks (1991), "Subgroup Consistent Poverty Indics", *Econometrica*, 59, 687-709. <http://dx.doi.org/10.2307/2938224>

- Foster, J. E., Greer, J. et Thorbecke, E. (1984). « A Class of Decomposable Poverty Measures », *Econometrica*, Vol.68 (6), pp. 1435-64.
- Gasper D., (1997), « Sen's Capabilities Approach and Nussbaum's Capabilities Ethic », *Journal of International Development*, vol.9, n°2, p. 281-302. [http://dx.doi.org/10.1002/\(SICI\)1099-1328\(199703\)9:2<281::AID-JID438>3.0.CO;2-K](http://dx.doi.org/10.1002/(SICI)1099-1328(199703)9:2<281::AID-JID438>3.0.CO;2-K)
- Gore, C. (1997), *Social exclusion and anti-poverty policy: a debate*, Geneva: ILO.
- Hopkins, M and Hoeven, V.D. (1983) *Basic Needs in Development Planning*. Aldershot, Gower.
- Inack mack, S. (1998). *L'exclusion sociale au Cameroun*, OIT....
- Institut National de la Statistique INS (2008). *Rapport ECAM III, Ministère de l'Économie et de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT).ECAM III*
- Klasen, S. (2000), "Measuring Poverty and Deprivation in South Africa", *Review of Income and Wealth*, 46, 33-58. <http://dx.doi.org/10.1111/j.1475-4991.2000.tb00390.x>
- Lachaud, J.P., (1999), *Les différences spatiales de pauvreté en Mauritanie : un test de dominance*, Bordeaux, série de recherche n°35, Université de Montesquieu-Bordeaux IV, Centre d'économie du développement.
- Lee, P. and Murie, A. (1999), *Literature review of social exclusion*, Polity Press, Cambridge, Massachusetts.
- Lenoir, R., (1974), *Les exclus : un Français sur dix*, Seuil, Paris.
- Maasoumi, E. and Nickelsburg, G. (1988), « Multivariate measures of well-being and an analysis of inequality in the Michigan data », *Journal of Business & Economic Statistics*, 6, 327-334. <http://dx.doi.org/10.2307/1391884>
- Miliband, D. (2006) *Social exclusion: The next steps forward*, London: ODPM.
- Mill, J.S., (1848), *Principles of Political Economy*, Londres : Prometheus Books, 892 p.
- Morasse, J. A., (2005), *Inventaire des indicateurs de pauvreté et d'exclusion sociale*, Québec, Institut de la statistique du Québec et ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, 94 p.
- Mussard, S., Pi Alperin, M. N. (2008), « Inequality in multidimensional poverty: evidence from Argentina », *Applied Economics Letters*, 15, 759-765 <http://dx.doi.org/10.1080/13504850600770988>
- Nussbaum, M. et Sen, A., (1993), *The quality of life: A study prepared for the World*, Princeton University Press, 739 p.

Nussbaum, M., (1995), Emotions and Women's Capabilities, in Nussbaum M., Glover, J. (ed.), Women, Culture, and Development: A Study of Human Capabilities, Oxford: Clarendon Press, p. 360-395. <http://dx.doi.org/10.1093/0198289642.003.0015>

Nussbaum, M., (1999), Sex and Social Justice, New York : Oxford University Press, 448 p.

Nussbaum, M., (2000), Women and Human Development. The Capabilities Approach, Cambridge: Cambridge University Press, 334 p.

Nussbaum, M., (2003), Beyond the Social Contract: Capabilities and Global Justice. Colloque International sur les Capabilités, D'un développement viable à une liberté durable, 6-10 Septembre, Université de Pavie, 25 p.

Nussbaum, M., (2006), Frontiers of Justice, Disability, Nationality, Species Membership. Harvard : Harvard University Press, 487 p.

Organisation des Nations Unies (2000) La déclaration du millénaire (septembre 2000).

Poggi, A. (2008). "Analisi della distribuzione dell'esclusione sociale in Italia". *Economia Pubblica*, 3-4

République Du Cameroun (2003), Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté.

République Du Cameroun (2009), Document Stratégique pour la Croissance et l'Emploi

République Du Cameroun (2009), Vision de Développement à long terme.

Ravallion, M. (1998), Poverty lines in theory and practice, Living Standard Measurement Study. Working Paper n° 133. The World Bank, 35 p.

Rawls, J., (1971), A Theory of Justice, The Belknap Press of Harvard University Press; trad. fr. De Catherine Audard, Théorie de la justice, Paris : Editions du Seuil, 2ème édition, 1997, 66 p.

Sahn et Stifel, 2000, Sahn, D. E. et D. C. Stifel (2000), "Poverty Comparisons Over Time and Across Countries in Africa ", *World Development*, 28, 2123-2155. [http://dx.doi.org/10.1016/S0305-750X\(00\)00075-9](http://dx.doi.org/10.1016/S0305-750X(00)00075-9)

Sahn et Stifel 2003 Sahn, D. E. et D. C. Stifel (2003), "Exploring Alternative Measures of Welfare in the Absence of Expenditure Data", *Review of Income and Wealth*, 49, 463-489.

Sala-I-Martin, X., Pinkovskiy, M., (2010), African Poverty is Falling Much Faster than You Think!, NBER Working Papers 15775, National Bureau of Economic Research, Inc.

Sen, A., (1981), Poverty and famines: an essay on entitlements and deprivation, Clarendon Press, Oxford, Royaume-Uni.

- Sen, A., (1985), *Commodities and capabilities*, Elsevier, Amsterdam.
- Sen, A., (1993), « Capability and well-being », In Nussbaum and Sen (eds.), 30-53.
- Sen, A., (2000), « Social Exclusion: concept, application and scrutiny », *Social Development Papers*, No. 1, ADB.
- Silver (1995) Silver, H (1994), « Social exclusion and solidarity :Three paradigms », *International Labour Review*, Vol. 133,1994/5-6, P. 531-578.
- Smith, A., (1776), *An inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, rééd., Londres, Home University, 1910; trad. de Gerard Méret, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 2 vol., Paris : Gallimard, 445 p.
- Stewart, F., Streeten, P., (1981), *First things first, Meeting basic needs in developing countries*, Washington: Oxford University Press, 218 p.
- Tsaklogou, P. and Papadopoulos, F. (2001), *Identifying population groups at high risk of Social Exclusion : Evidence from ECHP*, mimeo
- Tsaklogou, P. and Papadopoulos, F. (2002), *Aggregate level and determining factors of social exclusion in twelve European countries*, *Journal of European Social Policy*, vol. 12, n°3, p. 211-225. <http://dx.doi.org/10.1177/0952872002012003394>
- Tsui, K. 2002, *Multidimensional poverty indices*, *Social Choice and Welfare*, n° 19, p. 69-93. <http://dx.doi.org/10.1007/s355-002-8326-3>
- Watts, 1968 Watts, H. (1968), "An Economie Définition of Poverty". in D. P. Moynihan (eds), *On Understanding Poverty*, Basic Books, New York.
- Zadeh, L. A. (1965), "Fuzzy Sets", *Information and Control*, 8, 338-353. [http://dx.doi.org/10.1016/S0019-9958\(65\)90241-X](http://dx.doi.org/10.1016/S0019-9958(65)90241-X)

Annexe

Tableau A 1 Le Cameroun est il un pays pauvre en 2001?

| | | EFFECTIFS | FREQ REL |
|--------------|----------|-------------|-------------|
| Oui | 1 | 4160 | 37.8 |
| Non | 2 | 6809 | 61.9 |
| Non spécifié | 8 | 23 | 0.2 |
| Total | | 10992 | 100 |

Tableau A 2 Les gens de votre quartier/village sont ils pauvres?

| Réponses | Modalités | Effectifs | Fréquences relatives |
|------------------|-----------|-------------|----------------------|
| Oui, tous | 1 | 2578 | 23.5 |
| Oui, la majorité | 2 | 5858 | 53.3 |
| Non | 3 | 393 | 3.6 |
| Ne sait pas | 4 | 708 | 6.4 |
| Non spécifié | 5 | 23 | 0.2 |
| Effectif total | | 10992 | 100 |

Tableau A 3 Causes de la pauvreté selon vous en 2001?

| Modalités | Numéros | CAUSE 1 | | CAUSE 2 | | CAUSE 3 | |
|--------------------------------|---------|-----------|-------------|-----------|-------------|-----------|-------------|
| | | EFFECTIFS | FREQ REL | EFFECTIFS | FREQ REL | EFFECTIFS | FREQ REL |
| Pas de travail | 1 | 5281 | 40.8 | 1550 | 14.1 | 1191 | 10.8 |
| Pas d'instruction | 2 | 632 | 5.7 | 1214 | 11.0 | 949 | 8.6 |
| Pas de troupeau | 3 | 195 | 1.8 | 240 | 2.2 | 220 | 2.0 |
| Pas de terre | 4 | 367 | 3.3 | 519 | 4.7 | 376 | 3.4 |
| Pas de route | 5 | 1013 | 9.2 | 967 | 8.8 | 981 | 8.9 |
| Sorcellerie/ Paresse | 6 | 507 | 4.6 | 900 | 21.8 | 912 | 8.3 |
| Mauvaise gestion/ corruption | 7 | 859 | 7.8 | 2400 | 21.8 | 2333 | 21.2 |
| Insuffisance, baisse de revenu | 8 | 1740 | 15.8 | 2484 | 22.6 | 3013 | 27.4 |
| Autre | 9 | 390 | 3.5 | 687 | 6.3 | 929 | 8.5 |
| | | 10984 | 1 | 10961 | 1 | 10904 | 1 |

Tableau A 4 Cause de la pauvreté selon vous en 2007?

| MODALITÉS | CAUSE 1 | | CAUSE 2 | | CAUSE 3 | |
|--------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | EFFECTIFS | FREQ REL | EFFECTIFS | FREQ REL | EFFECTIFS | FREQ REL |
| Paresse | 1520 | 13.9 | 688 | 6.0 | 707 | 6.2 |
| Pas de travail | 4922 | 43.2 | 2154 | 18.9 | 1486 | 13.0 |
| Pas d'instruction | 553 | 4.9 | 1173 | 10.3 | 875 | 7.7 |
| Pas de troupeau | 139 | 1.2 | 190 | 1.7 | 191 | 1.7 |
| Pas de terre | 278 | 2.4 | 499 | 4.4 | 411 | 3.6 |
| Pas de route | 620 | 5.4 | 1394 | 12.2 | 1108 | 9.7 |
| sorcellerie | 146 | 1.3 | 296 | 2.6 | 342 | 3.0 |
| Mauvaise gestion/ corruption | 1685 | 14.8 | 2677 | 23.5 | 2503 | 22.0 |
| Insuffisance, baisse de revenu | 1199 | 10.5 | 1817 | 16.0 | 3101 | 27.5 |
| Autre | 327 | 2.9 | 488 | 4.3 | 611 | 5.4 |
| Pas de travail | 11389 | 1 | 11376 | 1 | 11335 | 1 |

Tableau A 5 La lutte contre la pauvreté doit elle constituer une priorité d'action pour l'Etat en 2007?

| | MODALITÉS | EFFECTIFS | FREQ REL |
|--------------|-----------|--------------|-------------|
| Oui | 1 | 10622 | 93.2 |
| Non | 2 | 468 | 4.1 |
| Non spécifié | 8 | 278 | 2.4 |

Tableau A 6 Actions prioritaires que l'État devra réaliser pour améliorer les conditions de vie en 2001

| | Action Numéros 1 | | Action Numéros 2 | | Action Numéros 3 | |
|---|------------------|-------------|------------------|-------------|------------------|-------------|
| | EFFECTIFS | FREQ REL | EFFECTIFS | FREQ REL | EFFECTIFS | FREQ REL |
| Créer des emplois | 4998 | 45.5 | 1198 | 10.9 | 730 | 6.6 |
| Faciliter l'accès des personnes à l'instruction | 688 | 6.3 | 1228 | 11.2 | 788 | 7.2 |
| Bitumer les routes | 1262 | 11.5 | 1141 | 10.4 | 795 | 7.2 |
| Faciliter l'accès aux soins et aux médicaments | 605 | 5.5 | 1517 | 13.8 | 1279 | 11.6 |
| Construire les logements | 132 | 1.2 | 181 | 1.6 | 164 | 1.5 |
| Construire les points d'eau | 478 | 4.3 | 701 | 6.4 | 591 | 5.4 |
| Lutter contre la corruption | 478 | 4.3 | 1425 | 13.0 | 1178 | 10.7 |
| Assurer la sécurité des personnes et des biens | 107 | 1.0 | 314 | 2.9 | 533 | 4.8 |
| Stabiliser les prix des produits agricoles | 534 | 4.9 | 1167 | 10.6 | 1426 | 13.0 |
| Répartir convenablement la richesse nationale | 238 | 2.2 | 553 | 5.0 | 1131 | 10.3 |
| Revaloriser les salaires | 668 | 6.1 | 699 | 6.4 | 1049 | 9.5 |
| Faciliter l'accès au crédit | 528 | 4.8 | 486 | 4.4 | 752 | 6.8 |
| Autres | 266 | 2.4 | 355 | 3.2 | 512 | 4.2 |
| Total | 10982 | 1 | 10965 | 1 | 10928 | 1 |

Tableau A 7 Actions prioritaires que l'Etat devra réaliser pour améliorer les conditions de vie en 2007

| | Action Numéros 1 | | Action Numéros 2 | | Action Numéros 3 | |
|--|------------------|-------------|------------------|-------------|------------------|-------------|
| | EFFECTIFS | FREQ REL | EFFECTIFS | FREQ REL | EFFECTIFS | FREQ REL |
| Baisser les impôts | 1534 | 13.5 | 478 | 4.2 | 402 | 3.5 |
| Baisser le prix du carburant | 224 | 2.0 | 282 | 2.5 | 138 | 1.2 |
| Créer des emplois | 4021 | 35.3 | 1687 | 14.8 | 1163 | 10.2 |
| Faciliter l'accès des personnes à l'instruction | 626 | 5.5 | 872 | 7.7 | 578 | 5.1 |
| Bitumer les routes | 914 | 8.8 | 1314 | 11.5 | 758 | 6.7 |
| Faciliter l'accès aux soins et aux médicaments | 652 | 5.7 | 1419 | 12.5 | 1201 | 10.5 |
| Construire les logements | 105 | 0.9 | 188 | 1.7 | 168 | 1.5 |
| Construire les points d'eau | 344 | 3.0 | 618 | 5.4 | 592 | 5.2 |
| Lutter contre la corruption et les détournements | 758 | 6.7 | 1354 | 11.9 | 1587 | 13.9 |
| Assurer la sécurité des personnes et des biens | 108 | 0.9 | 205 | 1.8 | 299 | 2.6 |
| Stabiliser les prix des produits de première nécessité | 846 | 7.4 | 1508 | 13.2 | 2048 | 18.0 |
| Répartir convenablement la richesse nationale | 225 | 2.0 | 328 | 2.9 | 699 | 6.1 |
| Revaloriser les salaires | 539 | 4.7 | 577 | 5.1 | 937 | 8.2 |
| Faciliter l'accès au crédit | 290 | 2.5 | 329 | 2.9 | 442 | 3.9 |
| Autres | 199 | 1.7 | 212 | 1.9 | 315 | 2.8 |
| | 11385 | 1 | 11371 | 1 | 11327 | 1 |